

PALESTINE

IMPOSONS LA FIN DU GÉNOCIDE, DES MASSACRES ET DU DÉNI D'HUMANITÉ

EXIGEONS LA SUSPENSION DE L'ACCORD D'ASSOCIATION ENTRE L'U.E ET L'ÉTAT D'ISRAËL

Il y a un peu plus d'un an, le 26 janvier 2024, la Cour Internationale de Justice, saisie par l'Afrique du Sud de la situation à Gaza, a pris des décisions à caractère obligatoire : compte tenu d'un génocide qu'elle estimait déjà comme « plausible », elle exigeait de l'État d'Israël qu'il mette fin à ses attaques contre les civils, aux destructions d'infrastructures, au siège inhumain et au déplacement forcé des populations.

Un an plus tard, plus de 15 mois après le début de l'offensive israélienne, **la guerre génocidaire menée par l'État d'Israël contre la population de Gaza continue : la population est affamée, assoiffée, privée de soins médicaux, exposée aux intempéries de l'hiver.** Les hôpitaux ont été détruits et brûlés, des soignants arrêtés ou assassinés. Plus de 1000 personnes du secteur de la santé ont perdu la vie. Les enfants sont privées de l'éducation qui est un droit essentiel.

En Cisjordanie, à Jérusalem-Est et à Jénine notamment, la population est assiégée, menacée par l'armée israélienne et par les colons : les opérations de colonisation, de nettoyage ethnique, de vol de terre et de destructions de maisons s'intensifient à un rythme inégalé.

La fermeture par Israël des bureaux de l'UNRWA, l'interdiction qui lui est faite d'exercer son activité, est une attaque inédite contre une agence de l'ONU et une très grave menace pour la santé et l'éducation d'une partie importante du peuple palestinien.

Cette situation menace l'existence même du peuple palestinien. Elle insulte aussi notre humanité commune et met en danger les fondements du droit international. L'arrivée de Trump au pouvoir aux États-Unis intensifie ces menaces et les risques d'une guerre régionale aux conséquences potentiellement mondiales.

Le Collectif National pour une Paix Juste et Durable entre Palestiniens et Israéliens dénonce la guerre menée par l'État israélien contre le peuple palestinien qui prolonge une politique de dépossession du peuple palestinien à l'œuvre depuis des dizaines d'années. Nous avons toujours dénoncé sans ambiguïté l'ensemble des crimes de guerre, y compris ceux qui ont été commis le 7 octobre 2023.

Tout cela aurait pu être évité si le monde occidental, y compris l'Union européenne, n'avait pas constamment protégé Israël de l'obligation de rendre des comptes. Nous demandons qu'il soit mis fin à cette impunité et que des sanctions soient prises contre l'État d'Israël tant qu'il ne se conforme pas au droit international.

L'Accord d'Association entre l'Union européenne et Israël fait de l'UE le premier partenaire commercial de l'État d'Israël, tout en ouvrant les portes de l'Union Européenne à celui-ci dans de nombreux autres domaines. Nous demandons la suspension de cet accord d'association tant qu'Israël ne respecte pas le droit international et les droits humains, en rappelant que ces derniers sont identifiés comme « éléments essentiels » par l'article 2 de l'accord. Toutes les institutions de l'Union européenne, tous les États membres, doivent prendre leurs responsabilités et engager les procédures nécessaires pour que cette suspension soit effective le plus rapidement possible.

L'Assemblée Générale des Nations-Unies a réclamé le 18 septembre la fin de l'occupation israélienne du territoire palestinien occupé dans un délai de douze mois et appelé à des sanctions contre Israël. La France, qui a voté pour cette résolution, doit agir pour qu'elle soit mise en œuvre.

Le Collectif Départemental pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens exige :

- ◆ L'arrêt des massacres et du génocide à Gaza, un cessez-le-feu immédiat et pérenne, le retrait de l'armée israélienne et l'ouverture de tous les points de passage à l'aide humanitaire,
- ◆ La fin de l'occupation, de la colonisation et de la politique d'apartheid, conformément à la résolution de l'ONU du 18 septembre 2024.
- ◆ Le droit au retour des réfugiés palestiniens comme le stipule la résolution 194 de l'ONU.
- ◆ Le retrait immédiat de l'armée israélienne du Liban, et la pérennisation du cessez-le-feu,
- ◆ La libération de toutes les personnes détenues, qu'il s'agisse des otages détenus par le Hamas depuis le 7 octobre 2023, des plus de 10.000 prisonniers politiques palestiniens détenus au mépris du droit international, depuis des dizaines d'années pour beaucoup d'entre eux, et des milliers de Palestiniens de Gaza enlevés, disparus, ou transférés dans des centres de détention et de torture.
- ◆ Un soutien matériel et politique à l'UNWRA, l'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens, honteusement attaquée par Israël
- ◆ Un soutien sans ambiguïté à la Cour Pénale Internationale, et l'engagement d'appliquer ses décisions sans restriction ni réserve,
- ◆ La protection des journalistes palestiniens et l'ouverture de Gaza à la presse internationale,
- ◆ La fin de l'impunité de l'État d'Israël, et des sanctions tant qu'il ne respecte pas le droit international : suspension de l'accord d'association entre l'Union européenne et Israël, embargo sur toutes les livraisons d'armes, de munitions et de composants militaires à destination d'Israël,
- ◆ L'engagement de poursuites contre les franco-israéliens, notamment les soldats et les colons, impliqués dans des crimes de guerre,
- ◆ La reconnaissance par la France de l'État de Palestine dans le cadre du droit du peuple palestinien à l'autodétermination,
- ◆ La construction d'un avenir de paix entre les peuples palestinien et israélien fondé sur l'égalité des droits,
- ◆ Le respect de la liberté d'expression, de manifestation, de réunion, en particulier en France, où la solidarité avec le peuple palestinien est constamment attaquée,
- ◆ La lutte contre le racisme sous toutes ses formes dont l'antisémitisme, le refus de toute instrumentalisation de cette lutte et de tout amalgame.

MANIFESTATIONS SAMEDI 8 FÉVRIER

à 15 h devant la Préfecture de Pau

à 11h devant la Mairie de Bayonne

**HALTE AU MASSACRE DU PEUPLE PALESTINIEN !
SANCTIONS CONTRE ISRAËL !**

Organisations signataires : AFPS Pau, AFPS Sud-Landes/Pays Basque, ATTAC Pau, LDH 64, Mouvement de la Paix 64, MRAP 64, LP 64, UJFP 64, CGT 64, FSU 64, Solidaires 64, EELV Béarn, EELV Pays Basque, Ensemble ! Béarn, GDS 64, Génération.S Béarn, GES 64, GRS 64, Jeunes Insoumis Pau, LFI 64, Mouvement Jeunes Communistes 64, NPA Béarn, NPA Pays Basque, PCF 64, PCOF 64, POI 64.